



HAL
open science

Grenoble, métropole positive et providentielle?

Alain Faure, Jean-Michel Evin, Anne Pottecher

► **To cite this version:**

Alain Faure, Jean-Michel Evin, Anne Pottecher. Grenoble, métropole positive et providentielle?. Daniel Bloch. Réinventer la ville. Regards croisés sur Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp.173-182, 2013. halshs-00860040

HAL Id: halshs-00860040

<https://shs.hal.science/halshs-00860040v1>

Submitted on 9 Sep 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 9

Grenoble, métropole positive et providentielle ?

Échange entre Jean-Michel Evin et Alain Faure

Recueilli et retranscrit par Anne Quantin Pottecher

[in Bloch D., 2013, *Réinventer la ville. Regards croisés sur Grenoble*, Presses Universitaires de Grenoble, p. 151-160]

Une dernière conversation s'est nouée à l'emporte-pièce entre deux protagonistes, se choisissant chacun une casquette, pour l'un celle du politiste, pour l'autre celle de l'aménageur. Le premier a ses laboratoires dans les métropoles du monde, il se nourrit des expériences, dissèque ce qui marche et ce qui ne marche pas. Le second a l'oreille du politique et la proximité du terrain, c'est un homme de projet, soucieux de l'action utile. Voulant rompre avec le « nonisme » ambiant ou le « non à » comme réponse à tout et en particulier à une construction métropolitaine controversée, ils ont choisi le prisme de la « métropole positive », qu'ils qualifient de « métropole providence ».

Passant tour à tour au crible de leurs réflexions le pouvoir politique, la gouvernance, les identités, ils cherchent à voir comment la régulation intervient à chaque niveau, comment, en période de crise, se gère le grand écart entre le proche et le lointain, le tout petit et le très large, comment « vivre et travailler dans la métropole » peut devenir la version moderne de « vivre et travailler au pays ».

C'est un sujet qui étonne le politiste : « *Pourquoi certains élus modernistes de la périphérie grenobloise ont-ils un discours tellement anti-urbain ?* » Bien que souvent fort innovants par ailleurs, ils se montrent réticents à la logique d'intégration, au partenariat métropolitain. « *Il y a une charge émotive très forte là-dessus, comme si aujourd'hui la modernité ne pouvait être que dans la proximité.* » L'adhésion se fait dans le rejet de la métropole, ombre planant sur une identité de massif rassurante. « *Pourquoi est-ce si difficile, que l'on soit dans le Vercors ou à la Cinémathèque en plein cœur de Grenoble, de penser que l'on fait partie d'un tout métropolitain ?* » Perçue comme cette sorte de rouleau compresseur intégrateur lancé dans une vaste compétition nationale et européenne, la métropole ne fait pas assez rêver.

Ce préambule étant fait, la conversation est lancée. Sous la casquette de l'aménageur, Jean-Michel Evin, directeur de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, ouvre la réflexion :

« Je partage l'idée que l'une des clés de réponse, c'est le service public et son évolution. Il faut être pragmatique, dans un contexte de crise, de diminution de l'offre, de rapport

différent au territoire, la question de l'accès au service, partout, dans tous les territoires, que ce soit dans la Bièvre, le Vercors ou au centre de Grenoble, est déterminante. Je ne suis pas expert des questions sociologiques, mais on voit bien qu'entre des formes de vivre et d'habiter très diversifiées, dans des villes relais, dans un hameau, face à certaines situations inextricables dans les petites communes, ce qui est rassembleur, c'est l'accès aux services. Santé, éducation, culture, sport... À l'heure du désengagement de l'État, il faut répondre... Ce problème n'est pas assez posé, alors que nombre de travaux montrent que les mécanismes d'exclusion se renforcent à l'échelle des grands ensembles urbains. Il y a un vrai décalage entre ceux qui appréhendent la question des services comme une question clé et ceux qui privilégient un discours plus axé sur la compétitivité. Cette question n'est pas absente des préoccupations législatives, des réponses sont données. Il n'y pas d'exclusion. Rassembler ces deux dimensions constitue l'une des bases de la sédimentation métropolitaine, un enjeu de sa réussite.

Alain Faure enchaîne, avec sa casquette de politiste :

« Cette posture qui ferait dire aux métropoles à *nous la compétitivité, à l'État la solidarité*, ne tient pas, ou ne tient plus. Elle est douloureuse pour tous ceux qu'elle laisse de côté. On accepterait de voir que la métropole est un lieu de réussite, mais jamais d'échecs et de tensions et déséquilibres ? Comme si la réflexion pouvait se limiter à la composante entrepreneuriale de la métropole... »

J.-M. E. – Quand on est avec des élus dans la Bièvre ou le Sud grenoblois, leur problème n'est pas de se situer par rapport au moteur technopolitain grenoblois ou à tel pôle de compétitivité : ce qu'ils attendent, c'est qu'on les aide à organiser les équilibres dans le territoire... Économie, emploi, habitat, solidarité, déplacements... du concret ! J'ai tendance à penser qu'il manque un volet dans les discours métropolitains classiques, et ce volet de type pacte républicain, métropole providence, mode d'organisation et accès aux services publics est à régler en priorité. C'est autour de cela qu'il faut se mettre d'accord également.

A. F. – Il faut se mettre d'accord, oui, mais il faut accepter de faire le deuil d'un gouvernement politique métropolitain souverain, d'une Institution qui intègre et fusionne les municipalités et les intercommunalités. On n'a pas ou peu d'exemple au monde de gouvernement métropolitain – l'Institution qui devient le lieu central de décision, qui fonctionne sans contre-pouvoir ni démocratie de proximité. En revanche, le niveau métropolitain peut devenir le lieu de création d'une institution intergouvernementale. Comment faire qu'une série de gouvernements intercommunaux s'entendent ?

J.-M. E. – C'est une version Marseille-Provence-Métropole en quelque sorte...

A. F. – Oui, mais Marseille-Provence n'est pas l'exception. Tous les territoires sont pétris de micro-identités, de tensions, de particularismes et de passions. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'unité possible. Marseille l'a bien démontré autour de la culture – Marseille capitale de la Méditerranée. Ils sont arrivés à trouver des points d'accord sur des éléments forts, qui fondent une identité commune.

J.-M. E. – Les élus n'ignorent pas cela, même si ce point n'est pas suffisamment travaillé collectivement. N'est-ce pas ce que l'on doit attendre de l'échelon métropolitain, qu'il assure la continuité des valeurs jusque-là portées par la République, en organisant le rayonnement territorial, la dynamique de l'offre métropolitaine dans toutes ses composantes, tout en préservant les liens et la solidarité nécessaires aux différentes échelles ? C'est un sujet à part entière, qui suppose de développer une forme de solidarité interterritoires ou inter-intercommunalités. Il y a un chamboulement complet de la manière de concevoir le service public par rapport à un univers beaucoup trop fragmenté sur ces questions dans la partition des compétences entre les acteurs. »

Q. – *La métropole a-t-elle les moyens d'une telle ambition ?*

A. F. – Les métropoles ont des outils d'analyse et d'expertise colossaux. Grenoble concentre des compétences professionnelles de très haut niveau, sur tous les champs professionnels qui peuvent traiter de cette question de l'intérêt général des collectivités. C'est bien autour de ces savoir-faire, qui permettent d'être performants sur de grands objectifs, le social, l'éducation, la formation, la culture... que la plate-forme d'ingénierie métropolitaine devient indispensable. Le SCOT, qui a toujours pensé les outils en même temps que les règles du jeu, illustre bien cette intelligence de l'ingénierie territoriale.

J.-M. E. – Il est paradoxal de constater à quel point les choses s'intègrent bien les unes aux autres dans un mécano plutôt bien ordonné et que, simultanément, des difficultés demeurent dans la capacité à faire. Cela évolue progressivement... Pour en revenir à la métropole compétitive, une question qui paraît devoir être réglée à Grenoble est celle de l'assise territoriale, comme atout ou comme point d'appui de la construction métropolitaine. Autrement dit, est-ce que cela a du sens d'imaginer que le territoire est un atout ou pas ? Ou est-ce que finalement, pour une part des acteurs économiques, les modes de fonctionnement (mobilité, réseaux...) permettent de s'abstraire de cette dimension ? Pour un aménageur, dans un monde en mouvement, je souscris à une approche qui positionne le territoire au centre et qui promeut l'échelle territoriale comme premier vecteur de compétitivité. Faisons donc le pari, appuyé sur nombre de travaux de prospective, que les villes et les territoires portent en eux les germes du développement économique de demain.

Il faut jouer à fond cette carte du territoire, y compris autour de l'expérimentation et d'un certain nombre de prototypages économiques qui anticipent les objets de production pour demain.

A. F. – C'est quelque chose qu'on imagine très bien marcher auprès des *entrepreneurs* décrits dans la première partie de cet ouvrage. Ces derniers nous disent deux choses étonnantes : d'une part qu'ils ne jouent pas suffisamment collectif et qu'ils le regrettent ; d'autre part, qu'ils reconnaissent l'existence d'un potentiel de maillage exceptionnel autour de la plate-forme métropolitaine. La plupart expriment leur attachement au territoire sur un mode passionné, ce qui n'est pas classique. Les filières sur les métiers de la montagne, par exemple, qui ont une présence exceptionnelle en Rhône-Alpes, cristallisent une forte cohérence identitaire. Ce sont des éléments qui peuvent devenir déterminants dans la pérennité d'une entreprise.

J.-M. E. – De ce point de vue on a certainement passé une étape qui mérite, même si le mot est un peu galvaudé, de retravailler sur le projet de territoire et sur son volet organisation. À Grenoble, on est déjà sur des tailles d'agglomérations et des systèmes trop importants pour imaginer tout intégrer derrière un leader emblématique et un projet unique ; il faut d'ailleurs assumer cette hétérogénéité. Le cas de Montpellier, et du pilotage très intégré derrière un personnage central, c'est une référence du ^{xx}e siècle. Désormais, il faut construire plusieurs lieux d'assemblage ou d'articulation de cette intégration emploi-économie-éducation-territoire. Grenoble a de nombreux atouts : il est rappelé dans ce livre qu'un habitant sur cinq est enseignant-chercheur ou étudiant. Cette dimension particulière est-elle suffisamment travaillée et, dans le cas contraire, comment travaille-t-on autour ? C'est une condition de pérennité de vie dans le territoire, de débouché vers l'emploi... Il y a sûrement d'autres domaines comme celui-ci autour desquels on doit pouvoir mieux rassembler les acteurs. Il faut décloisonner les univers de travail.

A. F. – À ce sujet, cet ouvrage donne des informations précieuses sur notre vision très stéréotypée du rôle de la montagne, des sciences ou de la culture dans la ville. Les auteurs montrent que ces images d'Épinal (ou plutôt de Grenoble !) masquent un potentiel extraordinaire. L'empreinte des Jeux olympiques, par exemple, ressort de manière incroyable. Grenoble vue de l'extérieur, ce sont toujours les JO alors que pour nous, ça fait longtemps que c'est fini. Or, on s'aperçoit que tous les témoignages sur le triptyque montagne-recherche-innovation constituent toujours les moteurs de Grenoble et les clés de son identité. Ces imaginaires, il faut les remettre en discussion. Ils ne sont pas faux, mais ils sont déformants. Ils ont atteint leurs limites. L'image des nanotechnologies et des sciences de pointe, c'est bien et en même temps, ce n'est qu'une toute petite facette de l'identité

grenobloise. Il faut assumer et raconter toutes les alchimies en cours sur la culture, sur la ville étudiante, sur les loisirs de proximité, sur le patrimoine vert. On ne racontera jamais assez cette Grenoble estudiantine et familiale qui fourmille des envies, de l'appétit, de l'énergie de sa jeunesse. Il me semble qu'il faut revoir les stéréotypes, les retravailler, débattre sur la bonne formule chimique. Dans cette période de *nonisme* systématique, on a du mal, dans les politiques publiques, à proposer un discours de construction, à prendre des risques pour s'organiser différemment.

Q. – *En lien avec cette question de la continuité républicaine, l'exercice de type prospective métropolitaine, stratégie des acteurs, pourrait-il faire sens à Grenoble ?*

J.-M. E. – « A priori, cela a du sens sur un certain nombre de territoires en France. À Nantes, à Bordeaux, à Toulouse, sans parler de la culture lyonnaise en la matière... les démarches sont très visibles. À Grenoble, il me semble que tous les ingrédients sont également réunis. Le travail sur la presqu'île, par exemple, qu'on le critique ou qu'on le soutienne, dénote une dynamique intéressante, avec de la programmation, des investissements, une continuité de l'histoire autour de la recherche, des financements publics, un travail sur l'innovation, sur la ville, la ville intelligente, etc. Pour qu'il prenne tout son sens, pour qu'il emporte l'adhésion, il faut qu'il s'intègre dans un ensemble plus large, et devienne partie prenante d'un récit métropolitain composite. C'est un morceau de la ville de demain et du système métropolitain, qui pèse lourdement dans son contenu et qui a tout intérêt à susciter une forme de fierté. Il gagnera en légitimité s'il fonctionne dans un tout, s'articule avec le potentiel de formation, d'emploi, de services, de culture à toutes les échelles, avec le projet de SCOT et au-delà, avec des acteurs connectés au monde, que vont plus particulièrement toucher les questions de grande accessibilité, de besoin de proximité de l'aéroport, des connexions ferroviaires sud Europe, Marseille-Méditerranée, du Lyon-Turin... Le même défi est à relever avec la montagne. Tous les ingrédients sont là. Ce qui n'est pas encore complètement réussi, c'est l'assemblage.

Q. – *Ne pourrait-on pas prendre la station de ski des Deux-Alpes au lieu de la presqu'île et dire exactement la même chose ?*

J.-M. E. – Oui, si l'on considère que cette station emblématique est partie prenante d'un système métropolitain grenoblois et, de fait, relève de choix de développement, d'investissement et de positionnement potentiellement constitutifs de cette métropole. Évidemment, les Deux-Alpes n'en sont pas forcément là : on est plutôt ici dans un scénario de modèle touristique « neige » assez fonctionnaliste, en connexion avec la planète monde,

dans une vision court/moyen terme et sur un modèle de développement plutôt hérité. Or la pérennité et le renouvellement du système sont fortement dépendants de l'ensemble territorial métropolitain grenoblois, notamment à nouveau pour ce qui concerne les questions d'accessibilité et, plus généralement, les questions de prospective de la relation ville-montagne et de son modèle économique. Par ailleurs, le terreau économique grenoblois est globalement porteur de tout ce qui est potentiellement utile aux innovations de demain.

L'aménageur, chaque fois que la gouvernance politique le sollicite, doit rechercher tout ce qui rendra le projet meilleur, en termes de lisibilité, de compréhension et de cohérence. C'est le cas par exemple avec le projet Écocité qui peut servir de catalyseur. La difficulté reste d'établir ces continuités. Le plus souvent, entre deux moments de rencontre, tout disparaît, comme si chacun repartait dans sa bulle.

A. F. – On trouve le même type de repli sur les villages en proximité de l'agglomération ou encore sur les quartiers dits *sensibles*, à Grenoble et dans les communes voisines. Dans les deux cas, il y a une énergie extraordinaire, une alchimie assez explosive... sans que ça débouche sur aucune construction à l'échelon métropolitain.

Q. – Grenoble « métropole providence » ou Grenoble « métropole expérimentale » pourrait-elle gommer les ruptures, effacer les excroissances ?

A. F. – Si l'on adopte l'une de ces formules, Grenoble métropole providence ou Grenoble métropole expérimentale, il faut qu'elle intègre ces deux dimensions. Comme en son temps *l'État-nation*, la métropole a ici une formule à expérimenter pour intégrer tout le monde dans la barque commune, pour que le péri-montagnard se sente solidaire de ce qui se passe dans la grande région grenobloise, pour que les habitants des quartiers bénéficient de – et contribuent à – la grande métropole, de ses atouts exceptionnels, des loisirs communs... Il y a là une transaction à mener sur le registre des émotions. Les métropoles qui semblent mieux réussir que Grenoble s'appuient sur une identité historique qui s'imposait : les Toulousains ou les Nantais ont quelque chose qui transcende en termes d'organisation et de rapport au territoire. À Grenoble, il est moins évident de concilier jusque-là le niveau de la représentation, le niveau de l'organisation, les pratiques et les usages ; c'est un travail qu'il faut enfin engager, la société métropolitaine ne tiendra ensemble qu'à cette condition.

Q. – Pour toutes les métropoles, le principal souci aujourd'hui n'est-il pas que les inégalités se creusent ?

A. F. – Et elles se creusent sur des périmètres très proches. On a du très pauvre et du très riche sans parvenir à faire tomber les murs et à penser la mixité. Or, il est là le défi de la

métropole : l'identité grenobloise se joue, comme ce fut déjà le cas dans les années Dubedout, dans notre capacité collective à faire de l'innovation sociale...

J.-M. E. – On manque de récit, de projet, de vision consolidée, pérenne. Il est vrai aussi que l'analyse varie selon le point de vue et les objectifs de chacun entre la métropole des représentations, la nouvelle étape d'organisation à envisager et la métropole des usages au quotidien. On compte pléthore d'acteurs brillants qui en détiennent chacun des bribes, mais pour le moment, ça ne tient pas suffisamment ensemble. La période est propice à cette construction. Bien des choses sont dites dans ce livre sur lesquelles miser, qui permettraient de sortir du discours de plus sur la programmation urbaine.

A. F. – Le chapitre sur le sport et la montagne en est un bel exemple. Il montre que la densité des événements sportifs de masse et leur rayonnement croissant ne trouvent guère de traduction en récit partagé sur le bonheur de vivre dans la grande région grenobloise. Il y a du dynamisme, des expérimentations, de l'enthousiasme, mais aucune *crystallisation* sur des valeurs partagées...

À ce stade d'une conversation qui pourrait à elle seule, si elle se poursuivait, fournir la matière au tome 2 du présent ouvrage, le régulateur, il en faut un, se charge de la douloureuse mission d'interrompre les deux protagonistes, éminemment passionnés par cette quête d'un Grand Grenoble mieux assemblé et plus rassembleur. C'est d'ailleurs cette passion incroyablement vivace qui unit le plus étroitement l'ensemble des auteurs qui s'expriment dans les pages de ce livre, tous acteurs ou chercheurs reconnus de la place locale, explorateurs acharnés de cette identité grenobloise, au point pour certains d'y consacrer, si ce n'est leur vie du moins leur retraite, et qui malgré tout se refuse à eux ou ne se dévoile que très partiellement, aiguissant encore la passion. Et si c'était cela le charme grenoblois ? Tellement puissant qu'il ne se laisse pas embrasser facilement. Puisque récit, ou nouveau récit, il faut construire, chacun semble s'accorder là-dessus, n'y a-t-il pas ici l'étincelle qui ferait enfin exploser la charge émotive sous tension, ce composé territorial instable, que dépeint si bien Alain Faure ? La métaphore chimique ramène aux images d'Épinal réductrices. Vue dans la presse du moment, Grenoble « *la ville préférée des cadres après Paris fourmille de projets de fertilisation croisée entre labos et entreprises [...] deuxième pôle de la recherche en France [...] Une ville dans laquelle l'innovation semble omniprésente [...] facteur clé de la compétitivité, l'innovation assure donc à la ville une capacité de résistance supérieure au reste du pays [...]. Laboratoires et entreprises donnent à la ville une stature internationale [...].* » Etc. Inutile de citer et de dater, tant il semble que ce discours, qui fait foi depuis tant d'années, continue de s'imposer. Il suscite la légitime

fierté des uns et la tout aussi légitime incompréhension, voire colère, des autres. Grenoble, dans ses grandes largeurs, on le voit bien dans ce livre, fourmille de tant d'autres choses, d'une énergie tangible qui doit moins à la houille blanche qu'au brassage historique et moderne des populations et des cultures, à la vigueur inédite de sa vie sportive ; à la fraîcheur d'une jeunesse multiple, celle qui quadrille la ville aux deux campus ou celle qui revendique sa part active au récit, en dehors des faits divers ; à la diversité des pratiques entre ville, montagne et campagne – ces citadins qui, le week-end endossent l'anorak, ces montagnards qui, la semaine endossent le costume, ceux qui chaque jour naviguent entre urbanité et ruralité. Il y aurait tant et tant encore à raconter autrement autour de cette métropole pour l'heure plus effilochée que tentaculaire. Un « contre-discours de Grenoble » en quelque sorte, qui, celui-ci, ferait du bien et dans lequel, sans doute, les Grenoblois de la métropole expérimentale dans ses moindres recoins se reconnaîtraient mieux.

Le politiste s'écrie « *il faut créer un label bien-être dans le Grand Grenoble !* ». Label(I)le idée pour légitimer l'action métropolitaine, lui conférer ce « sens commun » autour de l'indispensable : vivre et travailler en métropole, vivre et se déplacer en métropole, la métropole au service de tous. Rendons grâce, tout de même, à cet article de *L'Expansion* cité plus haut, qui rappelle que « *la capitale des Alpes s'appuie sur cet environnement particulier (les montagnes) pour innover* », que « *ces interconnexions qui lient chercheurs, étudiants et industriels sont renforcées par une politique territoriale souvent novatrice* », qu'elle « *envisage de créer une des premières écocités de France* » et que cette « *pionnière du développement durable* » a construit le premier éco-quartier de France. » Fi du nonisme donc, l'espoir est permis. L'aménageur pense que l'on peut tirer bénéfice de cette dimension à taille humaine, bien qu'il « *manque ce côté masse critique que l'on retrouve ailleurs à l'échelle européenne et mondiale, où le discours paraît d'autant plus fédérateur qu'il est global, donc lointain* ».

La question de l'état d'esprit, comme composante identitaire, est également posée. « *Ici tout est toujours trop cher, alors que nombre d'indicateurs macro du territoire sont plutôt plus positifs qu'ailleurs en termes de revenu moyen par ménage, de chômage, de formation... Est-ce que cela tient à la sociologie du territoire, des acteurs, à l'histoire récente ?* » Le politiste, lui, pense que ce n'est pas irrévocable. Il en veut pour preuve le récent exemple du rugby grenoblois qui suscite, bien à l'extérieur du Grand Stade controversé, « force et fierté », sur un axe Genève-Valence. Comment faire en sorte que la métropole cristallise enfin cette image positive qui lui fait défaut ? « *Il ne manque pas grand-chose* », poursuit-il. « *Ce sont dans les images que l'on trouve l'identité. Une image de Grenoble pourrait bien naître des câbles qui la relieront à ses montagnes. Quelle force d'évocation symbolique ! Une*

identité moderne... » La parole est aussitôt reprise par l'aménageur : « La résolution de la délicate équation métropolitaine, intégrant à la fois les éléments de force et de fierté qui font décoller sur une identité et, pour une certaine sphère d'acteurs, sur la planète monde ; et, a contrario, le besoin d'hyperproximité autour de cette dimension service et circuit court, autour d'une aspiration que l'on sent, chez les jeunes, à revoir les choses autrement dans le rapport au territoire, à la nature, à la proximité, à la mobilité... J'ai le sentiment que c'est un schéma qui peut bien fonctionner ici à Grenoble en lien avec les piémonts, les massifs, dans une métropole à taille humaine, en capacité de développer ce genre de modèle. » Oui, mais dans quel cadre ? Au politiste de répondre : « Pour moi, il faut un grand cénacle, un lieu de conférence territoriale permanente, où les acteurs, un peu sur le modèle des conseils de développement, puissent se rencontrer pour débattre de cette vision globale, élaborer du diagnostic... Une instance sans pouvoir de décision, puisqu'on sait que cela ne marche pas, mais soumise à l'exigence permanente de croiser toutes les échelles et de débattre, de débattre, jusqu'à produire par la délibération ce fameux récit, petit à petit. Cela manque terriblement à l'échelon de la région urbaine. On a besoin d'un organe avec une fonction de brassage d'idées, des idées qui ne débouchent pas nécessairement sur des solutions publiques mais qui permettent de raconter, d'explorer les problèmes en présence. Le SCOT est un outil opérationnel, il ne peut jouer ce rôle qu'à la marge. Il y a besoin d'autre chose, d'un autre espace de rencontre. »

N'est-ce pas ce que prévoit la loi sur la conférence régionale, dans la veine du Haut conseil des territoires ? L'aménageur distingue en Rhône-Alpes « une dizaine de plaques territoriales, dont Grenoble métropole providence, se référant chacune à un projet de type SCOT (avec une dimension programmation et gestion) et adossées à un cénacle garant d'une relation en courant continu entre ce projet et les acteurs. L'ensemble serait soutenu par des niveaux intercommunaux recomposés, à forte capacité de service. À terme, un schéma de ce type me semble le garant d'une capacité renouvelée et moderne de fabrication de cette unité métropolitaine en France, en dehors de Paris. » Ressurgit ici la métaphore chimique puisque, selon le politiste, « cela reste un composé instable qui fait beaucoup plus écho au fédéralisme qu'au modèle républicain, où les acteurs sont en négociation permanente sur leur place dans l'équilibre ». Un scénario somme toute plausible qui, pour l'aménageur, « se rapproche des pratiques actuelles de la métropole et assure une forme de cohésion, au sein d'un jeu d'alliance entre acteurs ». Il implique de mobiliser autour de lui ces *managers publics* qui se comportent en *entrepreneurs métropolitains* (identifiés dans une étude récente) et jouent un rôle central dans la formalisation de nouvelles règles du jeu. « Ce sont eux qui sont en capacité de structurer la coopération métropolitaine inter-

organisationnelle. C'est à manier avec précaution mais c'est nécessaire », conclut l'aménageur. Mettre de l'huile dans les rouages, donc, et accepter de construire la métropole expérimentale grenobloise sur l'acceptation, voire la revendication, de cette forme de diversité instable mais énergisante qui lui est propre. À suivre...